Note d'information du Centre d'études et de recherches sur les qualifications

ARCHIVES



n° 38

15 décembre 1976

LA PRÉVISION RÉGIONALE DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Le cas de pays de la Façade méditerranéenne

A l'instigation de la Délégation à l'aménagement du territoire, du Secrétariat général de la Formation professionnelle et du Commissariat général au Plan, le CEREQ est intervenu auprès des deux régions de la Façade méditerranéenne : Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur, pour contribuer à définir et à expérimenter un schéma régional de prévision des besoins en formation à moyen terme.

Il s'agissait pour le Centre d'examiner les conditions dans lesquelles une prévision, associant le développement du système éducatif aux perspectives d'évolution de l'emploi, pourrait prendre en compte le comportement et la mobilité des personnes qui interviennent d'une façon déterminante sur les équilibres locaux du marché du travail, et d'étudier plus particulièrement :

- l'insertion professionnelle des élèves à la sortie des enseignements technologiques;
- les mouvements de la population active en fonction des qualifications.

Les travaux d'application, réalisés notamment par les Services de l'Education, du Travail et coordonnés par les Missions régionales et le CEREQ, ont abouti à des résultats dont l'intérêt est directement lié à l'utilisation qui peut en être désormais faite sur place.

Cette note d'information se propose donc uniquement de fournir, à partir de cette expérience, des références de méthode susceptibles d'être mises à profit dans des cas semblables et de dégager les conclusions sur lesquelles se fondent aujourd'hui la poursuite des travaux du Centre dans le domaine de la prévision de besoins en formation, dont la préparation du VII° Plan a conduit, une fois de plus, à souligner l'importance pratique.

Note bibliographique: Les résultats des études conduites avec le CEREQ dans les régions de la Façade méditerranéenne font l'objet de différentes publications :

^{-- «} Documents » série 16, tomes 1, 2, 3, 4, publiés en 1973 (résultats provisoires, diffusion restreinte) épulsés.

Volume nº 9, collection « Bibliothèque du CEREQ », édit. La Documentation française, 1975. Les conditions d'accès aux emplois dans la zone de Fos.

 ^{- «} Dossier du CEREQ » nº 12 (en cours d'impression), édit. La Documentation française. Ce dossier comporte une synthèse des résultats et un bilan de l'étude.

I. — LA PRÉVISION RÉGIONALE DES BESOINS DE FORMATION

Le cadre géographique de l'analyse des phénomènes socio-économiques se révèle de plus en plus comme indispensable à l'orientation des interventions publiques concernant la formation et l'emploi.

La nécessité de la prévision régionale, son rôle et son originalité par rapport aux prévisions nationales, peuvent être précisés de la manière suivante, à partir de l'expérience décrite :

1. Les préoccupations initiales.

L'étude entreprise dans les régions de la Façade méditerranéenne doit être datée. Elle a débuté en 1972, année marquée par deux événements importants :

- le premier, régional : l'installation du complexe industriel de Fos-Etang de Berre dans une région faiblement industrialisée ;
- le second, national : le fort taux de croissance imprimé à l'industrie française par le VI° Plan.

Dans ce contexte, le problème de l'adéquation entre formations professionnelles et emplois était posé par le rapport de l'Intergroupe formation-qualification professionnelles, en des termes qui n'ont pas manqué d'influencer la méthode mise en œuvre dans la birégion.

Les administrations étaient en effet conduites à s'interroger de façon générale sur la manière de déterminer les besoins en formations professionnelles selon les nécessités du développement régional et, particulièrement, sur les besoins nouveaux occasionnés par l'implantation d'un puissant complexe industriel.

Le but donné aux investigations menées dans les deux régions était d'aboutir, dans l'optique de la planification, à un diagnostic et à un pronostic quantifiés sur ces besoins, justifiant un programme d'action adéquat.

2. Le rôle de la prévision régionale.

Les raisons de privilégier ce niveau géographique dans la connaissance et l'action, sont à la fois administratives et techniques :

- la région de programme constitue le relais institutionnel dans l'application des politiques économiques et sociales élaborées au plan central.
- la région permet de disposer d'un volume de données suffisant, pour que la prévision à moyen terme y ait un sens.

La prévision régionale permet d'enrichir la prévision nationale, de situer l'analyse dans un cadre géographique spécifique et de la rapprocher ainsi des réalités, et de l'action. Elle concrétise les implications régionales des hypothèses nationales de développement et, inversement, détermine l'influence de la structure socio-économique de chaque région sur les équilibres globaux entre les emplois et les formations selon les qualifications disponibles ou offertes.

Toutefois, du fait des informations dont on a pu disposer jusqu'à une date récente, elle ne peut que consister à comparer statistiquement les besoins de recrutement des différents secteurs d'activité au flux des sorties du système de formation et à déterminer un écart apparent dont l'évolution est analysée.

Cette façon de procéder repose sur l'hypothèse plus ou moins exprimée que toutes les personnes formées doivent trouver un emploi dans leur région d'origine. Or, dans la réalité, les régions présentent des structures économiques hétérogènes et ne constituent pas des économies fermées.

De là résulte l'importance donnée par le CEREQ dans l'expérience conduite sur la Façade méditerranéenne à l'analyse des mouvements de la main-d'œuvre en fonction de sa qualification, afin d'adapter à la région un schéma de prévision original et distinct des projections établies au plan national pour la préparation du VI° Plan.

II. — LE DISPOSITIF D'ÉTUDE MIS EN PLACE SUR LA FAÇADE MÉDITERRANÉENNE

La réussite de l'expérience supposait la mise en place sur la Façade méditerranéenne d'un double dispositif :

- technique, pour la définition du schéma d'analyse,
- administratif, pour assurer l'exécution et la coordination des travaux.

II. — 1. LE DISPOSITIF TECHNIQUE

A. — Le schéma général.

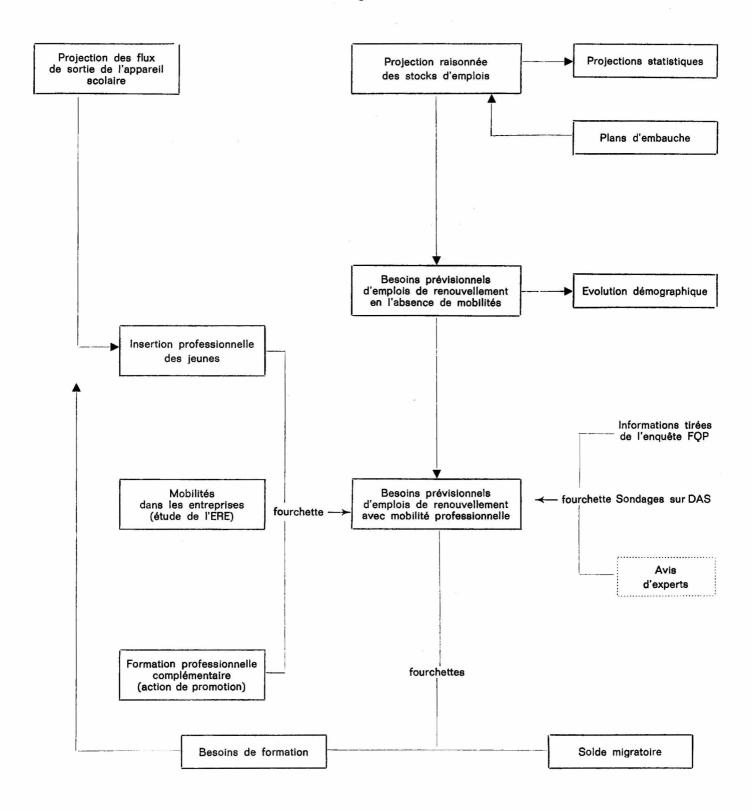
Le schéma n° 1 indique les différentes étapes du raisonnement qui a été suivi et de la démarche entreprise, synthétisés dans les quatre points suivants :

- les prévisions de stocks d'emplois par niveaux de qualifications et secteurs d'activités sont transformées en besoins de recrutement de la population active (expansion + renouvellement) en l'absence de mobilité professionnelle;
 - la mobilité est introduite dans les calculs à partir de données sur :
- l'insertion dans la vie active de jeunes gens et de jeunes filles sortis de l'appareil scolaire,
 - la mobilité interne aux entreprises,
 - la mobilité intersectorielle ;
- une prise en compte du progrès technique et de l'organisation des firmes sur l'évolution des structures d'emplois a été tentée;
- les flux prévisionnels de sortie des enseignements technologiques aux niveaux III, IV, V sont calculés et ventilés dans les 47 groupes de spécialités de la nomenclature nationale des formations (1).

⁽¹⁾ La nomenclature nationale des formations en 6 niveaux et 47 groupes de spécialités a été adoptée en 1967. Se reporter notamment au « Dossier du CEREQ » n° 8, édit. La Documentation française, 1974.

SCHÉMA Nº 1

Schéma général d'étude.



B. — La méthode de prévision.

Le choix a porté sur l'élaboration de projections statistiques tendancielles à moyen terme (1972-1976), afin de préserver les comparaisons avec la situation passée.

L'opération centrale consistait à confronter, de façon normative, les besoins de recrutement aux sorties prévisionnelles de l'appareil de formation (2). A cette fin, la transformation des emplois en types et niveaux de formations a été entreprise au moyen d'une table de passage (3) permettant la correspondance entre un poste de la nomenclature des emplois (en 294 postes) et un poste de la nomenclature nationale des formations (47 groupes de spécialités et 6 niveaux).

Pour réaliser au mieux ce travail, une information exhaustive sur les emplois et les formations pour l'année de base 1972 était nécessaire.

Le rassemblement de données assez complètes sur les structures d'emploi s'est effectué grâce à l'utilisation et à la fusion de plusieurs sources :

- l'enquête sur la structure des emplois en 294 postes, pour les établissements employant plus de dix salariés (effectuée conjointement par l'INSEE et le Ministère du Travail);
- les fichiers des ASSEDIC et des URSSAF, pour les établissements de moins de 10 salariés, auxquels a été appliquée la structure des établissements de 10 à 15 salariés fournie par l'enquête précédente;
 - l'information administrative détenue par les administrations locales.

La manipulation des différentes sources et leur appariement ont permis de constituer un fichier SIRE (Système d'informations régionalisées sur l'emploi).

La prévision des flux de sortie du système éducatif a utilisé les travaux effectués dans ce domaine par les services statistiques du Ministère de l'Education nationale. Une fois les séries passées (1970, 1971, 1972, 1973) reconstituées, on a pu évaluer les effectifs prévisionnels en utilisant les coefficients de passage d'une année d'étude à l'autre. De façon comparable à ce qui était réalisé pour les prévisions d'emplois, le groupe birégional a procédé à des inflexions de tendance en fonction des prévisions d'implantation de nouveaux établissements scolaires.

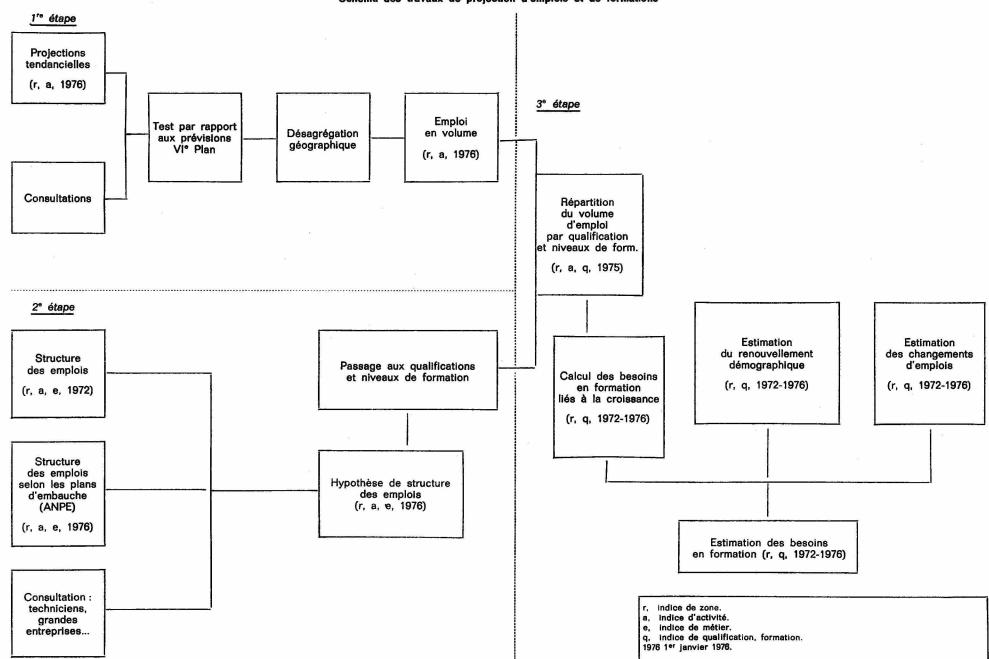
Les deux séries statistiques sur les emplois et les formations, ainsi constituées, ont été établies au niveau départemental puis agrégées dans les ensembles régionaux et birégional.

Ces travaux de projection sont représentés dans le schéma nº 2.

⁽²⁾ Cf. Document du CEREQ n° 12, tome 1 : « Les estimations des besoins en formation pour une région - méthodologie », juin 1973 (épuisé).

⁽³⁾ Cf. « Dossier CEREQ » nº 1: « Nomenclature de métiers, d'emplois et de formation », mars 1971, édit. La Documentation française.

SCHÉMA N° 2 Schéma des travaux de projection d'emplois et de formations



II. - 2. LE DISPOSITIF ADMINISTRATIF

Pour coordonner les recherches dans les deux régions, il était nécessaire de concevoir un cadre de travail suffisamment centralisé et souple, pour proposer les méthodes et effectuer la synthèse des travaux des huit cellules de travail dont la composition est donnée dans le tableau 1 ci-après.

Un comité de coordination soutenu par les responsables des deux missions régionales a été composé, avec les représentants des deux régions, le Secrétariat général de la formation professionnelle, la Délégation à l'aménagement du territoire, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Le Centre d'études de l'emploi, les Rectorats, les Directions régionales du travail, les Directions régionales de l'INSEE, l'Agence nationale pour l'empuloi, les ASSEDIC.

Ce comité a reçu mandat pour prendre toute décision en matière de conduite des études sur proposition de deux organismes techniques chargés de l'assister.

Il gère le budget d'étude directement affecté aux régions (4) et suggère la répartition des travaux entre les différentes administrations.

Les deux organismes techniques qui l'assistent sont :

- un Secrétariat (placé sous la responsabilité des deux chargés de mission régionaux) qui a pour mission de veiller à la bonne exécution des travaux, d'élaborer les planning, de rédiger les comptes rendus d'activité. Il comprend un représentant des deux régions concernées. Pratiquement, l'INSEE a assumé une grande partie de ce travail.
- un Groupe de méthode (dont le représentant du CEREQ assure la fonction de rapporteur) qui élabore la méthode d'ensemble, veille à la cohérence des travaux et attire l'attention du Comité sur les difficultés techniques ou scientifiques.

⁽⁴⁾ Les études effectuées sous le contrôle direct du Centre d'études et de recherches sur les qualifications ont été financées par lui. Il en fut ainsi pour les travaux des cellules placées auprès des Services académiques d'information et d'orientation.

TABLEAU 1

Les cellules de travail régionales.

(Nature des travaux, objectifs poursuivis, composition.)

Nature des recherches effectuées	Ohlerale	Canda was sand	Autres participants
à la cellule de travall	Objectif	Service responsable	Autres participants
Flux de sortie de l'appareil s c o l a i r e enseignement technologique public et privé (+ Santé + Agri- culture).		Service académique d'information et d'orientation de Nice.	Autres services académiques d'information et d'orientation. Echelons statistiques rectoraux.
Flux de sortie de l'appareil extra-scolaire.	— Recenser les flux passés.	Echelon régional de l'emploi de Marseille.	Echelons statisti- ques rectoraux. A.F.P.A. Cours profession- nels.
Activité professionnelle des jeunes sortis de l'enseigne- ment technologique agri- cole, paramédical et social.	— Enquête au- près des an- ciens élèves sortis en 1971.	Service académique d'information et d'orientation de Montpellier.	Autres services académiques d'information et d'orientation. Echelons statistiques rectoraux.
Les conditions d'accès à l'emploi industriel dans la région de Fos-sur-Mer.	Préenquête Enquêtes approfondies sur un échantillon de population admis.	Service académique d'information et d'orientation d'Aix - en-Provence.	Autres services académiques d'information et d'orientation. Université d'Aix-Marseille U.E.R. de sociologie et d'ethnologie.
Situation et prévisions d'en- plois pour 1975-1976.	Statistiques passées par qualification. Prévisions par qualification.	Direction régiona- le de l'INSEE.	Centre d'études de l'emploi. Echelon régional de l'emploi. Direction régiona- le de l'emploi. Agence nationale pour l'emploi. Bureaux régionaux d'industrialisation.
Contacts avec les entreprises.	Sensibilisation des entreprises aux problèmes de prévision d'emploi. Recueil des plans d'embauche.	Agence nationale pour l'emploi.	Echelon régional de l'emploi. ASSEDIC. Bureaux régionaux d'industrialisation.
Perspectives démographiques.	Tendances passées. Prévisions par qualification. Etude de l'im- migration.	Direction régiona- le de l'INSEE.	
Animation avec les profes- sionnels.	Explication des résultats. Recueil des suggestions et prospections.	Missions régiona- les auprès des préfets de ré- gions.	(Ensemble des cel- lules.)

III. - LES RÉSULTATS

III. - 1. LEUR FORME

Pour chaque groupe de formation, on a établi la comparaison chiffrée entre les besoins de recrutement et les flux de sorties de l'appareil scolaire prévisionnels.

A titre d'exemple on trouvera ci-après un tableau donnant un essai de comparaison emploi/formation pour les formations du groupe 08 « production et première transformation des métaux » (de la nomenclature nationale) et ce, pour le département des Bouches-du-Rhône.

Groupe de formation	Nombre Niveaux d'emplois en 1972	I. — Actifs à recruter compte tenu de la croissance		II. — Actifs à recruter compte tenu du renouvellement		Total à recruter annuellem	Flux de sortie de l'appareil de formation initiale		Flux de sortie je i'appareli	
		1972-1976	Moyenne annuelle	1972-1976	Moyenne annuelle	annuelle- ment	1970-1976 moyenne annuelle	enquête Insertion	ie formation continue	
08 : Production et première transformation des métaux	HI	*	>	*	*	*	>		•	
	lv .	67	104	26	12	3	29	13		
) v	1.041	936	234	160	40	274	6		
	Т	1.108	1.040	260	172	43	303	19		

Cette comparaison montre un fort déséquilibre aux niveaux IV et V. En effet les besoins sont estimés annuellement à 303 personnes alors que 19 personnes sortent chaque année du système de formation initiale.

On aboutit donc à l'estimation d'un écart apparent dont il importe d'analyser avec soin la signification.

III. - 2. LEUR SIGNIFICATION

De l'indicateur statistique auquel la méthode de travail employée permet d'aboutir, il convient de faire une interprétation prudente. En effet :

1° si la prévision met en évidence un risque de déficit entre les sorties de formation et les besoins de l'économie pour une catégorie déterminée, il est possible que des facteurs qui échappent à l'évaluation chiffrée jouent dans le sens de la réduction de ce déséquilibre;

2º les données statistiques utilisées dans les calculs sont entachées d'incertitude du fait de l'imperfection des nomenclatures d'emploi ou de la convention adoptée pour passer des emplois aux formations, qui suppose l'absence de transférabilité entre formations et emplois de contenus différents.

Les risques d'erreurs sont d'autant plus importants que les grandeurs que l'on compare sont faibles. Les comparaisons faites dans les départements de la Façade méditerranéenne, par souci de précision, ont à cet égard utilisé des nomenclatures trop fines (en 294 emplois, 47 groupes et 6 niveaux de formations professionnelles).

C'est conscient de ces limites, que le groupe birégional a développé, parallèlement à sa démarche centrale, plusieurs analyses pour mieux connaître les mécanismes d'ajustement régionaux et locaux entre emplois et formations sur le marché du travail.

Entre l'offre et la demande de qualifications sur le marché du travail, les principales questions examinées ont été les suivantes :

A. — Où vont les jeunes gens et les jeunes filles au terme de leur formation professionnelle initiale ? (5)

L'enquête sur l'accès à la vie professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement technologique, agricole, paramédical et social réalisée par les services académiques d'information et d'orientation a permis :

- d'obtenir des coefficients d'insertion servant à corriger le volume de la demande additionnelle d'emplois qualifiés,
- de mettre en évidence les différences régionales dans l'accès des jeunes à la vie active.
 - de souligner des phénomènes importants tels que :
 - l'influence des disponibilités de main-d'œuvre sur l'orientation et la formulation des offres d'emploi,
 - la nature des premiers emplois offerts aux jeunes d'une qualification souvent inférieure à la formation possédée, mais dans des proportions variables selon les lieux.

B. — Dans quelles conditions les habitants de la région peuvent-ils accéder aux nouveaux emplois industriels créés par le complexe de Fos, en fonction notamment de leur formation initiale ou complémentaire ? (6)

Cette recherche a démontré l'importance des types de processus de production dans l'évolution des formes de l'emploi, la mobilité professionnelle qui accompagne celle-ci et les liens qui s'établissent alors entre les formations possédées et les nouveaux emplois occupés.

C. — Quel est le rôle de la mobilité interne aux entreprises dans la manière dont sont pourvus les emplois?

Des entreprises marseillaises de mécanique ont bien voulu participer à une observation systématique et temporaire dans ce sens, qui permettra d'apprécier l'importance du marché interne et externe du travail dans leurs politiques de recrutement.

D. — Les entreprises ont-elles des plans d'embauche à moyen terme ?

Il a été rapidement admis que la réussite de ce type d'investigation était soumise :

- au choix d'un horizon à court terme (six mois).
- à une distinction essentielle entre deux groupes d'entreprises selon l'influence dominante ou non qu'elles exercent sur l'orientation du marché du travail.

⁽⁵⁾ Voir « Document du CEREQ » n° 12-2 déjà cité.

⁽⁶⁾ Cf. Volume n° 9 de la Bibliothèque CEREQ : « L'accès aux emplois industriels - Effets de l'aménagement régional : Fos/Etang de Berre - Marseille », Documentation Française, juin 1975.

A cette double condition l'enquête s'avère utile pour le choix d'actions à court terme, mais non pas pour la prévision à moyen terme, comme l'idée en est souvent avancée.

**

Ces différentes études, contrairement à la méthode centrale de prévision, ne partent pas nécessairement du postulat selon lequel une formation donnée correspond à un emploi déterminé. Elles consistent à décrire la manière dont les individus (qui entrent dans la vie active ou qui y sont déjà) accèdent à des emplois, et à rechercher les facteurs qui expliquent le plus fréquemment ces accès.

Elles montrent le caractère complémentaire des prévisions et des recherches sur les facteurs d'équilibre des qualifications sur le marché du travail.

Ainsi l'expérience menée sur la Façade méditerranéenne, par l'effort méthodologique consenti, la variété des thèmes d'études abordés, permet (malgré les difficultés rencontrées) de tirer de précieux enseignements pour la définition d'une méthode d'analyse régionale des relations emploisformations.

IV. — LES PRINCIPALES CONCLUSIONS A RETIRER DE L'EXPÉRIENCE

L'expérience conduite sur la Façade méditerranéenne permet de préciser la portée des bilans prévisionnels emplois-formations, leurs limites, ainsi que les conditions de leur utilisation.

Cet instrument de diagnostic doit être considéré comme un moyen de détecter dans les régions les principaux déséquilibres entre les emplois et les formations et de saisir le sens de leur évolution macro-économique. Il peut être un révélateur des principales disparités interrégionales et enrichir la prévision nationale.

Mais pour remplir ces objectifs, le schéma prévisionnel utilisé doit satisfaire aux conditions fondamentales suivantes :

- a) la confrontation entre les emplois et les formations doit s'inscrire réellement dans le contexte régional. Elle doit donc s'appuyer sur une information de base concernant les principales données socio-économiques, ce qui impose, en particulier, de connaître pour chaque région :
- la répartition des activités économiques et les caractéristiques des secteurs dominants,
 - les caractéristiques de l'appareil éducatif,
- l'évolution du chômage, selon les sexes, les âges et les qualifications,
 - les mouvements de migration.
- b) cette confrontation doit s'effectuer dans une nomenclature agrégée, semblable au code en 9 postes, retenu par le Groupe technique de prévisions Emploi-Formation VII° Plan (7), pour assurer une comparabilité entre régions et une cohérence avec les confrontations nationales;

⁽⁷⁾ Code en 9 postes : 1 métiers de type « primaire » tous niveaux de formation confondus. « secondaire » niveaux I et II. 3 niveaux III + IV. niveau V 5 niveau VI. 67 « tertiaire » niveaux I et II. niveaux III + IV. -8 niveau V. . niveau Vi.

c) les particularités régionales de fonctionnement du marché du travail, et notamment les modalités selon lesquelles les jeunes et les adultes accèdent aux emplois disponibles et changent d'activité, doivent être bien prises en compte.

C'est dans cette perspective qu'une étude sur le marché du travail a été confiée par le CEREQ à l'Institut d'études de l'emploi de l'Université de Toulouse II.

De même, la connaissance des mouvements interentreprises constituant l'un des aspects essentiels de la relation formation-emploi, le CEREQ s'intéresse à une expérience pilote d'exploitation des déclarations annuelles sur les salaires (DAS), dans la région de Pau.

L'étude engagée par les deux régions de la Façade méditerranéenne pour mieux orienter leurs appareils de formation, selon les besoins du développement industriel local, a bien mis en évidence la nécessité d'ajouter à la connaissance des structures comparées de la formation et de l'emploi, celle du fonctionnement du marché du travail en ce qui concerne l'étude et la demande des qualifications.

Il semble que c'est dans cette voie que les régions elles-mêmes devraient désormais consentir le plus d'efforts pour valoriser l'équipement statistique dont elles se sont plus ou moins dotées pour maîtriser, dans des actions mieux coordonnées, l'orientation des moyens de formation dont elles disposent en fonction des perspectives de l'emploi. Les études que poursuit le CEREQ dans ce domaine répondent donc au souci de leur apporter des instruments techniques et des données scientifiques opérationnels.

- Les résultats complets de l'étude (bilan, perspectives) sont publiés dans le *Dossier du CEREQ* n° 12 édité par la Documentation française (sous presse).
- Voir aussi le volume n° 9, de la *Bibliothèque du CEREQ* qui rend compte de l'étude entreprise dans la région sur l'accès aux emplois industriels (La Documentation française, juin 1975).

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source.

Dépôt légal n° 39-186. Inscription à la Commission paritaire des publications et agences de presse n° 1063-AD. Directeur de la publication : Gabriel DUCRAY Rédaction-administration CEREQ 58, bd du Lycée, 92170 VANVES 577-10-04